

## Une crise politique entre la farce et la tragédie<sup>1</sup>

Interview de **Marisa Matias**, eurodéputée du Bloco de Esquerda

La crise politique dont les soubresauts ont ponctué le mois de juillet pouvait laisser pantois les observateurs les plus aguerris : un ministre des finances qui démissionne en raison du discrédit de la politique d'austérité est remplacé par sa proche collaboratrice qui annonce d'emblée poursuivre sur la voie de la rigueur ; un ministre des affaires étrangères qui annonce sa démission « irrévocable », contre l'avis de son parti, est mandaté le lendemain par ce dernier pour négocier un nouvel accord qui renforce sa position au sein du gouvernement... Mascarade ou divergence de fond entre les deux partis de centre-droit au pouvoir à Lisbonne? Pour y voir plus clair, nous nous sommes entretenus, au plus fort de la crise, avec la députée européenne Marisa Matias du Bloc de Gauche, formation parlementaire qui évolue, avec le Parti Communiste, à la gauche de la gauche du spectre partisan portugais.

**ACJJ** : *Quel regard le Bloc de Gauche porte-t-il sur cette crise gouvernementale ? Est-ce le signe que l'austérité a atteint ses limites ?*

**Marisa Matias** : L'austérité a déjà atteint ses limites depuis longtemps. Le gouvernement a élaboré sa politique de rigueur sur base des injonctions de la troïka (*groupe constitué de la Commission européenne, de la Banque Centrale européenne et du Fond Monétaire International, qui impose une politique d'ajustement structurelle depuis 2011 en échange d'un prêt de 78 milliards d'Euros, NDLR*) sans prendre en compte la réalité économique portugaise. Résultat : tous les indicateurs sont négatifs, que l'on parle du chômage, de la pauvreté, des salaires ou encore de la croissance.

L'argumentaire selon lequel il serait nécessaire de suivre les injonctions de la troïka pour être capable de rembourser la dette publique s'effondre lui aussi, puisque la dette est passée de 110% à près de 130% du PIB en deux ans. Nous n'avons pas cette obsession du remboursement de la dette publique, car nous savons – et l'histoire passée et présente le confirme – que la contraction budgétaire, en période de crise, contribue à renforcer le marasme économique. Mais il est tout de même interpellant de noter que le gouvernement est mis en échec face à ses propres objectifs !

En vérité, la crise politique actuelle est révélatrice de la vraie nature de ce gouvernement, qui préfère s'affirmer le meilleur élève de la troïka plutôt que d'être à l'écoute des besoins des gens et de servir l'intérêt commun.

*Justement, les tensions gouvernementales ne résulte-t-elle pas d'une fracture au sein de la classe dirigeante quant à l'intensité de la rigueur?*

Cette crise relève de la farce et de la tragédie en même temps. Je ne pense pas que les raisons évoquées par le ministre Paulo Portas (*qui dirige par ailleurs le Parti Populaire (CDS-PP), membre minoritaire de la coalition de centre-droit conduite par le Parti Social-Démocrate (PSD), NDLR*) pour justifier sa démission qualifiée d'irrévocable soient les véritables causes de cette crise. Ce dernier sous-entendait ne pas être d'accord avec certaines orientations décidées par le gouvernement. Il est vrai que le parti minoritaire de la coalition, le Parti Populaire, avait émis des objections sur les mesures touchant les retraités, mais celles-ci avaient été intégrées dans le dernier paquet budgétaire. M. Portas a officiellement motivé son départ par le non-infléchissement de la politique de rigueur qui a suivi la démission du ministre des finances, M. Gaspar. Le Premier ministre, Pedro

---

<sup>1</sup> Propos recueillis par **Grégory Mauzé**, animateur à l'ACJJ – août 2013. Entretien réalisé le 8 juillet 2013 à Porto, en marge de l'Université d'été du Parti de la Gauche européenne à laquelle participait l'ACJJ en tant que membre du réseau Transform ! Europe, coorganisateur de l'évènement.

Passos Coelho, y voyait au contraire une question de personne, en aucun cas d'une question politique. On ne peut lui donner tort, car n'y a effectivement aucune divergence de fond majeure entre le CDS-PP et le PSD.

Une des révélations de cette crise est le rôle joué par le président de la République, M. Anibal Cavaco Silva, qui persiste à agir comme homme de parti et non comme le chef de l'Etat. Alors que la dé-légitimation du gouvernement et de sa politique a atteint un point critique, il refuse d'en appeler au peuple en convoquant des élections législatives.

*Cette crise n'est donc pas fondée sur une divergence politique ?*

Je ne le pense pas. Une des données politiques fondamentales dans cette histoire est la question des élections. On a assisté depuis le début de cette crise, à un fort consensus entre les institutions européennes, le gouvernement et le président de la république pour éviter un retour aux urnes. Le numéro de cirque auquel on a assisté cette semaine (*début juillet, NDLR*) constituait un bric-à-brac pour maintenir à tout prix ce gouvernement moribond. La stratégie du Parti Populaire est, à cet égard, illisible puisqu'après avoir sous-entendu qu'il allait retirer son soutien au gouvernement, ce dernier s'est employé à négocier son maintien en vue d'éviter de faire chuter l'exécutif.

*Si les questions politiques ne sont donc finalement pas au centre de cette crise, quel est l'agenda caché du Parti Populaire ?*

Il s'agit purement de politique politicienne, du pouvoir pour le pouvoir. En perte d'influence, le parti avait besoin d'un prétexte pour revaloriser son rôle politique au sein de la coalition de droite, notamment par une renégociation des ministères à son profit<sup>2</sup>. Le CDS-PP va sans doute plaider pour une austérité moins sévère pour sa clientèle électorale, et donc des coupes moins drastiques dans les pensions. Bien qu'il n'existe pas de réelles différences entre les deux partis, il cherchera sans nul doute à incarner une version plus humaine de l'austérité.

*En vue d'une possible alliance avec le PS ?*

C'est tout le jeu du CDS-PP. Il soutient la politique du gouvernement, mais essaie d'autre-part, par ses déclarations et postures, de se montrer compatible aux positions du PS, dans l'idée d'une potentielle alliance avec lui. Cela dit, ça n'a rien de nouveau Et les crises sont monnaies courantes lorsque le CDS-PP participe au pouvoir.

Le PS, de son côté a une position ambiguë, puisqu'il critique la politique du gouvernement tout en évitant de remettre en cause le mémorandum de réforme de la troïka, dont il est signataire. Le PS joue un jeu dangereux, en tentant d'incarner une gauche « responsable », disponible pour appliquer la politique d'austérité, par opposition au Bloc de Gauche et au Parti communiste, qui se refusent à négocier sur la base de la feuille de route des institutions internationales. L'équipe dirigeante refuse pour l'heure d'opérer un virage à gauche pour coller davantage aux aspirations populaires, car il craint de ne pas compenser suffisamment les voix qu'il risque de perdre au sein de la classe moyenne.

Cette obsession centriste est dangereuse pour le parti, car il devient de plus en plus évident, même pour la bourgeoisie, que le remboursement de la dette est intenable dans la configuration actuelle, et qu'il est donc impossible de s'en tenir au mémorandum. Cette ambiguïté se reflète dans les intentions de vote : avec un tel discrédit de l'austérité au sein de la population, je m'attendrais à ce que la première force d'opposition dispose d'une large avance sur la droite, compte-tenu de la culture politique très bipolaire au Portugal qui favorise le vote

---

<sup>2</sup> Une stratégie qui s'est avérée « positive » par la suite : le président du CDS-PP a été promu au rang de vice-premier ministre, tandis que la ligne politique austéritaire suivie par le gouvernement est restée inchangée.

utile. Or, le parti dépasse à peine de quelques points la barre des 30%, soit un score pas beaucoup plus élevé que lors de sa défaite aux élections de 2011. Cela est révélateur selon moi de la tentation du parti de jouer sur les deux tableaux, sans être clair sur son projet pour le pays.

*Les récents appels du patronat à cesser l'austérité marquent-ils un changement de rapport de force en faveur d'une réponse de gauche à la crise de la dette?*

Cela fait un an que le patronat se rend compte que l'austérité généralisée, en grevant le pouvoir d'achat, se répercute sur les profits. Même les politiques visant à faciliter l'accès au crédit ne fonctionnent pas, car les entreprises ne disposent plus d'un marché suffisant pour écouler leurs marchandises.<sup>3</sup>

Cela dit, le désaveu d'un gouvernement de Droite ne signifie pas pour autant un soutien automatique pour la gauche. Il ne s'agit pas d'un revirement structurel mais bien conjoncturel : la base électorale de la droite en sort affaiblie, mais cela ne signifie pas que la petite bourgeoisie va se rallier à des solutions de rupture radicale avec l'austérité, mais plutôt qu'elle va opter pour l'abstention. Il y a bien une rupture avec la recette néolibérale, mais pas avec l'idéologie qui préside à son application.

On doit toutefois se réjouir de ce revirement, car nous avons besoin d'une plate-forme large entre tous ceux qui s'opposent à l'austérité pour exiger des élections anticipées. Toute étape supplémentaire dans le dialogue avec la bourgeoisie sera franchie très difficilement, au vu des forts antagonismes de classe.

*Les élections sont-elles réellement envisageables, compte-tenu du consensus que vous évoquiez pour les empêcher ?*

Tout dépendra de la force de la mobilisation populaire. La contestation face aux conséquences sociales de l'austérité est parfois telle qu'il devient impossible de l'ignorer. Les manifestations du 15 septembre 2012 contre le projet de réforme de la Taxe Sociale Unique (*qui visait à augmenter les cotisations salariales de 11 à 18% et à baisser les cotisations patronales de 23.75 à 18%<sup>4</sup>, NDLR*) avaient rassemblé un million de portugais dans la rue, forçant le gouvernement à faire marche arrière. En juin 2013, la grève des enseignants, déclenchée en pleine période d'examens, a également conduit le gouvernement à renoncer à ses projets de suppression d'effectifs et d'allongement du temps de travail pour les professeurs. Avec un mouvement très fort et consistant, il est possible de forcer le gouvernement à écouter le cri du peuple.

*Le retour aux urnes sera peut-être précipité par le Parti Populaire, qui pourrait décider qu'il serait plus avantageux pour lui de retourner aux urnes...*

C'est possible, mais je pense que cette semaine a montré que le parti n'était pas prêt à aller aux élections à court terme. Les secteurs les plus conservateurs du parti semblent avoir pris le dessus, et le maintenir dans la ligne d'une alliance avec le PSD, contre la minorité qui considérait favorablement l'hypothèse d'une alliance avec le PS. Les sondages ne lui sont par ailleurs guère favorables.

*En cas d'élections, quelles sont les opportunités pour une politique alternative à l'austérité ?*

Le Bloc de Gauche croit en une large coalition de gauche avec les communistes et les socialistes progressistes, qui s'articulerait autour de propositions pour faire face à l'urgence sociale. Mais pour cela, il faut avant tout se mettre d'accord sur des lignes politiques claires : renégociation de la dette, dénonciation du mémorandum de réformes, revalorisation des salaires et des pensions, réforme fiscale d'ampleur, etc. Ces revendications n'ont

---

<sup>3</sup> Sur le sujet du changement d'attitude du patronat face à l'austérité, voir notre interview de la syndicaliste Deolinda Martin de la CGTP : "Patrons et travailleurs portugais confrontés à la voracité du capitalisme", Août 2013, ac

<sup>4</sup> Darcy, Marie-Line, "Le Portugal obtient un délai supplémentaire pour redresser son économie", 12 septembre 2013, econostrum.info

rien de révolutionnaire, mais le Parti Socialiste, dans sa volonté de se montrer compatible avec l'application de l'austérité, bloque sur ces points, même s'il existe une frange de gauche minoritaire au sein du parti. Nous sommes en contact réguliers et concrets avec le PS et le Parti Communiste, mais il est encore trop tôt pour parler d'alliance.

*Qu'en est-il de la relation entre le Bloc de Gauche et le Parti Communiste Portugais ?*

Nous avons avec eux un dialogue beaucoup plus positif qu'avec le PS. Nous sommes d'accord sur les points programmatiques de base. Le PCP est beaucoup plus constructif que le Parti communiste Grec par exemple, qui refuse le principe même d'une alliance avec la coalition de gauche radicale Syriza. Le PCP a une position beaucoup plus souverainiste que le BG, et ses positions sur l'Euro, l'intégration européenne, ou son attitude à l'égard des partis politiques européens (Le BG est membre fondateur du Parti de la Gauche européenne) divergent fortement de celles de mon parti. Il existe toutefois d'assez fortes convergences programmatiques pour aller de l'avant. Je ne pense pas qu'il soit possible d'aller jusqu'à une alliance électorale, mais il est possible d'avoir de très larges coopérations pour faire entendre une voix alternative au consensus qui règne actuellement entre les formations gouvernementales<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Deux semaines après cet entretien, nous apprenions que le BG et le PCP se rencontraient à Lisbonne en vue de discuter de nouvelles avancées dans les convergences programmatiques.